

PAIGC

PARTIDO AFRICANO DA INDEPENDÊNCIA DA GUINÉ E CABO VERDE

Allocution prononcée par le Secrétaire
General do P.A.I.G.C., Amílcar Cabral,
à la 1632ème Séance du Conseil de Sécurité de l'O.N.U., à Addis-Abéba, le
1er Février 1972.

Février 1972

PAIGC

PARTIDO AFRICANO DA INDEPENDÊNCIA DA GUINÉ E CABO VERDE

Allocution prononcée par le Secrétaire
General do P.A.I.G.C., Amílcar Cabral,
à la 1632ème Séance du Conseil de Se-
curité de l'O.N.U., à Addis-Abéba, le
1er Février 1972.

Février 1972

1917

1917

1917

Ce texte de l'allocution du Secrétaire Général de notre Parti, camarade Amilcar Cabral, est extrait du Doc. S/PV. 1632 1er Février 1972 du Conseil de Sécurité des Nations Unies. Bien qu'il pourrait être soumis à des légères corrections de forme, nous préférons le rendre public tel qu'il est paru dans le document édité par l'O.N.U.

Les Services d'Information du P.A.I.G.C.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je remercie M. El-Bedewi des aimables paroles qu'il a prononcé à mon endroit.

J'invite maintenant M. Amilcar Cabral à prendre place à la table du Conseil et je lui donne la parole.

M. CABRAL : Monsieur le Président, avant de commencer mon intervention, j'ai l'honneur de vous adresser mes salutations fraternelles et de vous souhaiter le meilleur succès dans vos fonctions en tant que Président du Conseil de Sécurité des Nations Unies. Je dois vous affirmer que pour nous, dans notre pays, pendant ce mois qui va s'écouler, ce sera comme si notre peuple lui-même était placé à la présidence du Conseil de sécurité, car vous êtes notre frère et nous sommes les compagnons de la même lutte. Nous rêvons du jour où nous pourrions éprouver les mêmes sentiments quel que soit le Président du Conseil de sécurité.

Nous nous sentons très honorés, et très encouragés aussi, par l'occasion qui nous est offerte de pouvoir être entendus par le Conseil de sécurité des Nations Unies. Nous réalisons aussi ce que cela implique de responsabilités pour nous-mêmes en tant qu'individus, en tant qu'hommes et en tant que combattants pour la libération de notre peuple africain. Nous comprenons toutefois que cette possibilité, cet événement, implique davantage de responsabilités encore pour le Conseil lui-même car, comme le dirait le poète, après cette rencontre, "personne ne saurait dire que la vérité ne l'a pas touché".

Nous ne répéterons pas ici ce que bien d'autres orateurs ont déjà dit à propos de cette réunion en Afrique du Conseil de sécurité. On a dit que c'est un événement historique, nous dirons plutôt c'est un événement bouleversant. Nous sommes en effet tous bouleversés, que nous soyons les amis ou les ennemis du progrès des peuples africains.

.../...

Nous avons déjà eu l'honneur, quelquefois, de parler dans cette salle, mais aujourd'hui cela est très différent. Nous nous sentons - permettez-moi la comparaison - dans la même situation que lorsque chez nous on entre dans la forêt sacrée afin de contacter le grand esprit tout puissant qui, d'après notre conception de la morale synthétise le bien et le mal et décide sur le bien et sur le mal, soit pour les individus, soit pour la collectivité.

On se demande : "Le Conseil de sécurité, sera-t-il pour l'humanité ce grand esprit qui synthétise le bien et le mal?" S'il en est ainsi, cette réunion est déjà une victoire du bien sur le mal. Voilà pourquoi nous tenons à féliciter l'OUA pour la décision qu'elle a prise de demander cette réunion en Afrique ; mais nous félicitons également le Conseil de sécurité lui-même, et tout spécialement ses membres permanents, pour avoir donné son accord pour la tenue de cette réunion.

Cet événement n'est pas seulement une preuve de la conscience aigüe de l'importance croissante pour les destinées de l'humanité des problèmes qu'affronte l'Afrique. Il marque aussi peut-être l'aube d'une étape nouvelle dans la vie de l'Organisation au service de l'humanité. Il est sûrement la preuve que, si les principes sont respectés, vous êtes, vous Messieurs les membres du Conseil de sécurité, nos compagnons de lutte à nous qui sommes et resterons, jusqu'à la victoire des soldats anonymes de la cause de l'ONU, bien que nous ne soyons allés ni au Congo, ni à Chypre, ni au Moyen-Orient et que nous n'ayons jamais utilisé les casques bleus. Celui qui n'a pas compris ce fait - notre caractère de soldats anonymes de l'ONU - n'a compris ni les principes de l'ONU elle-même, ni les objectifs de la libération nationale.

Nous ne sommes pas devant vous pour accuser qui que ce soit, pas même le particulièrement rétrograde colonialisme portugais. Qui ne sait en effet aujourd'hui que les colonialistes portugais ont commis e commettent, au nom de la civilisation chrétienne et occidentale, des crimes abominables contre les peuples africains ? Qui ne sait que la prétendue société multiraciale ainsi que les prétendues réformes du colonialisme portugais, ne sont

.../...

plus que des tentatives grossières en vue de perpétuer l'exploitation coloniale de notre peuple, tout en cherchant à camoufler un racisme primitif qui a, de tout temps, caractérisé la présence portugaise en Afrique. Il suffit de connaître un peu l'histoire du colonialisme portugais d'Afonso de Albuquerque au sinistre général Spínola pour savoir que ce colonialisme se caractérise par des crimes et un mépris constant à l'égard de l'homme africain. Il suffit de rappeler que Salazar a affirmé clairement : "L'Afrique n'existe pas". Il suffit de lire les leçons de droit colonial professées par le Dr. Marcelo Caetano, à l'Université de Lisbonne, dans lesquelles, sur la base des arguments de Gobineau, de Levy-Bruhl et des nazis, il démontre que le Noir est inférieur à l'homme portugais. Il suffit de lire les récentes leçons du général Kaulza d'Arriaga données au haut commandement portugais à propos de la stratégie portugaise, dans lesquelles il affirme textuellement : "Les peuples africains sont de tous les peuples du monde les moins intelligents". Il suffit enfin de connaître les crimes quotidiennement perpétrés par les troupes colonialistes portugaises d'occupation de notre pays contre les hommes africains dans la guerre coloniale.

Nous avons, cette année, invité l'Assemblée générale de l'ONU à envoyer chez nous une délégation afin de connaître la réalité dans notre pays. Nous venons d'entendre le Président du Comité de Libération ; nous voulions, devant vous, donner tout notre appui à la proposition qu'il a faite concernant une visite dans notre pays d'une délégation du Conseil de sécurité.

Pour nous, pour notre peuple africain, le temps des accusions verbales est révolu à jamais. Précisément parce que notre peuple a compris l'inutilité des accusations et la vanité des plaidoiries, il a pris les armes pour répondre à la violence criminelle du colonialisme portugais et pour libérer du joug étranger, conquérir son indépendance et recouvrer son droit inaliénable à avoir sa propre histoire. Malgré les efforts et les sacrifices que cela implique, c'est ce que nous sommes en train de faire avec un succès encourageant, et nous le ferons jusqu'à la victoire finale, au service de notre peuple bien sûr, mais aussi au service de

.../...

l'Afrique et de l'humanité en défendant les principes des Nations Unies.

Nous ne sommes pas là non plus pour accuser les alliés du Portugal et du Gouvernement Portugais, ni pour rappeler que l'ONU et le Conseil de Sécurité, n'eussent été les limitations imposées par les contradictions internes, auraient pu faire bien davantage en faveur de la libération de notre peuple. Cela ne serait ni élégant de notre part, ni en accord avec la tradition africaine qui veut que l'on n'enbarasse pas ses hôtes. Cela ne serait pas non plus nécessaire car qui ignore que le Portugal, pays sous-développé le plus arriéré d'Europe, ne serait pas à même de consacrer environ 50 p. 100 de son budget annuel à la guerre coloniale et de mener pendant des années trois guerres contre les peuples africains sans l'aide de ses alliés ? Qui ne sait pas que le Portugal, qui ne fabrique même pas des avions-jouets pour enfants, utilise contre nous des avions, des hélicoptères, des bateaux de guerre et les armes les plus modernes que lui fournissent ses alliés ? Qui ne connaît pas le nom des alliés du Portugal, à côté des racistes de l'Afrique australe ? Qui peut, en toute honnêteté, croire que le Gouvernement du Portugal qui ne respecte ni les règles, ni les principes de l'OTAN, laisserait les armes et autres matériels qu'il reçoit de cette organisation se couvrir de rouille alors qu'ils lui sont nécessaires pour réprimer nos aspirations à la liberté ?

Qui pourrait croire que le Gouvernement portugais ne va pas utiliser les millions qu'il reçoit au titre de l'aide financière pour la continuation de la guerre coloniale contre les peuples d'Afrique, lorsque M. Caetano lui-même affirme dans ses discours qu'il a besoin d'argent pour conduire la guerre ?

Une norme élémentaire de la sécurité publique est de ne pas donner des armes aux criminels et aux fous. Il nous semble que cette norme est entièrement applicable au fou criminel international qu'est le Gouvernement portugais. Etant donné cette attitude, il ne nous intéresse plus de demander pourquoi les alliés du Portugal fournissent des armes et aident le Gouvernement por-

tugais. Nous savons tous pourquoi. Ce qu'il est intéressant de demander à présent, c'est pourquoi les pays qui se veulent, qui se proclament les champions de la liberté, de la démocratie et du progrès des peuples ne nous aident pas, nous, dans notre lutte pour la liberté, la démocratie et le progrès. Si la réponse est la même, si les raisons sont les mêmes, alors deux aspects deviendront clairs pour nous : d'abord, que la cohérence avec les principes est un mot vain et destiné à tromper les naifs politiques. En second lieu, que parmi ceux qui se proclament les amis de l'Afrique, il y en a qui ne le sont pas, bien au contraire.

Nous croyons que les résultats de cette réunion aideront de façon décisive à comprendre cette question, malgré notre longue expérience en la matière. Car, comme le dit un dicton de notre peuple, "quelle que soit la grandeur de ta main, elle n'arrivera jamais à nous cacher le ciel".

Nous ne sommes pas ici non plus - cela va certainement surprendre certains de nos frères africains - pour demander que le Portugal soit expulsé de l'ONU. D'abord, nous ne confondons pas la nation portugaise avec le régime portugais actuel, malgré qu'il soit vieux de près d'un demi siècle ; en second lieu, il nous semble que les intérêts de quelques membres du Conseil de sécurité, au Portugal même et dans ses colonies, ne leur permettraient pas d'apuyer une telle mesure, et nous tenons beaucoup à être réalistes ; en troisième lieu, à notre avis, une telle mesure ne serait pas efficace. Franchement, notre objectif n'est pas de libérer l'ONU du Portugal, mais de libérer notre patrie africaine de la domination coloniale portugaise et conquérir notre souveraineté nationale et internationale. Par ailleurs, qui ne sait pas que le Gouvernement du Portugal est fasciste, ennemi de la démocratie et des libertés fondamentales ? Qui ne sait pas que le peuple du Portugal lui-même ne jouit pas des plus élémentaires droits de l'homme ? Qui ne sait pas que le Gouvernement du Portugal ne respecte pas la Charte et les principes de l'ONU, pas plus qu'il ne respecte les principes proclamés dans la Charte de l'OTAN ? Expulser le Portugal de l'ONU ? Ce n'est pas le Portugal qui compte pour nous, c'est l'attitude du Conseil de sécurité ; notamment des membres permanents de ce Con-

.../...

seil. Churchill a dit que chaque peuple a le gouvernement qu'il mérite. Nous pourrions paraphraser et dire : "Chaque organisation a les membres qu'elle mérite". Pour notre part, le problème aujourd'hui, ce n'est pas l'expulsion du Portugal, c'est celui de reconnaître que le Gouvernement portugais n'a plus le droit - s'il l'a jamais eu - de représenter notre peuple au sein des Nations Unies, pas plus qu'il n'a le droit de représenter notre peuple au sein de l'OUA. C'est le problème de reconnaître que le seul véritable et légitime représentant de notre peuple africain de la Guinée et des Iles du Cap Vert est notre Parti, le PAIGC ! C'est finalement le problème de l'admission de notre nation africaine au sein de l'ONU. C'est là le problème que pose la situation concrète prévalant dans notre pays. C'est le programme que l'OUA et les Etats africains ainsi que toutes les forces anti-colonialistes du monde ont déjà réalisé en reconnaissant notre Parti comme le seul véritable représentant de notre peuple.

C'est là le problème que l'Organisation des Nations Unies et le Conseil de sécurité, plus particulièrement ses membres permanents, ont à affronter pour le résoudre avec courage si vraiment ils veulent apporter une contribution politique effective à la libération de notre peuple.

De notre côté, tout en intensifiant l'action armée indispensable pour parachever la libération de notre pays, nous sommes en train de prendre les mesures politiques nécessaires au parachèvement d'une telle libération.

Telle est la situation chez nous. On la connaît en général parce que nous en avons toujours informé les Nations Unies. Notre peuple, en Guinée, c'est autodéterminé au travers de neuf années de lutte armée imposée par le colonialisme portugais. Notre peuple, en conséquence de cette autodétermination, est déjà souverain sur plus des deux tiers du territoire national. Notre situation est comparable à celle d'un Etat indépendant dont certaines parties du territoire national sont occupées par des forces étrangères. Nous avons chez nous tous les organes d'un Etat en développement. En face des bombes des colonialistes portugais, nous sommes

.../...

... .

en train de bâtir une vie nouvelle de justice, de travail et de démocratie dans nos régions libérées. Nous sommes en train, à présent même, de nous préparer pour élire bientôt les conseils régionaux et la première assemblée nationale populaire de notre peuple. Nous tirerons toutes les conséquences de cet acte de souveraineté. Nous aiderons ainsi l'ONU elle-même et tous nos amis à nous aider davantage. Les colonialistes portugais, naturellement, sont désespérés et augmentent chaque jour les actes de terrorisme contre nos populations.

Aux Iles du Cap-Vert sévit à nouveau une situation de famine. La situation politique a beaucoup évolué favorablement et nous sommes décidés, au cas où les Portugais s'entêteraient dans leurs crimes, à utiliser tous les moyens pour libérer la population des îles. Les Portugais recourent au mensonge pour essayer de convaincre leurs alliés que nous prétendons libérer les îles du Cap-Vert pour en faire une base des puissances communistes. Nous pouvons déclarer devant ce Conseil qu'après nous être libérés des colonialistes portugais, nous ne nous soumettrons jamais à la domination de qui que ce soit et nous serons toujours prêts à nous défendre contre toutes les tentatives de domination de notre peuple.

Notre lutte est très difficile et déjà longue, mais elle n'est pas inutile, au contraire. Nous avons déjà fait beaucoup de progrès et il intéressera ce Conseil de savoir que nous avons, par exemple, formé beaucoup de cadres. Plus de 400 jeunes hommes et femmes de chez nous suivent des cours dans divers pays afin de devenir les cadres de demain. Mais, à présent même, plusieurs cadres sont déjà revenus au pays. Alors qu'en 1960, j'avais le privilège d'être le seul agronome de chez nous parmi les quatorze universitaires que les Portugais ont formés pendant 500 ans de présence dans dans notre pays, aujourd'hui, nous sommes déjà une douzaine d'agronomes et plus d'une trentaine sont en train d'être formés.

Pour nous, la perspective de la lutte, c'est de continuer à nous battre jusqu'à la victoire. Nous sommes décidés à tout. Nous avons les moyens nécessaires pour porter des coups

.../...

chaque jour plus durs au colonialisme portugais. Mais pourtant, nous ne sommes pas des guerriers. Nous aimons la paix, nous détestons la guerre, mais nous voulons être libres. Nous ne sommes pas contre le Portugal. Nous l'avons déjà répété mille fois. Nous sommes contre le colonialisme portugais. Nous voulons avoir les rapports les meilleurs avec le Portugal après l'indépendance. Nous sommes convaincus que cela est de l'intérêt même de notre peuple, mais nous avons aussi le droit d'avoir des rapports avec tous les autres peuples du monde pour le bien et le progrès de notre peuple.

Nous voulons construire, bâtir - au prix de nos propres efforts et sacrifices mais aidés par tous ceux qui peuvent nous aider - le progrès de notre peuple.

Nous tenons à répéter devant vous que nous n'avons jamais confondu colonialisme portugais et peuple du Portugal. Le peuple du Portugal est notre allié ; le peuple du Portugal est aujourd'hui conscient du fait que la guerre coloniale est un crime, non seulement contre notre peuple mais contre lui-même, et nous faisons tout, à travers cette lutte, pour renforcer notre solidarité avec ce peuple, qui a déjà décidé d'utiliser jusqu'aux moyens violents contre la machine de guerre coloniale portugaise.

Nous répétons encore une fois : nous sommes pour le dialogue. Mais jusqu'à présent, le Gouvernement du Portugal n'a voulu dialoguer qu'au moyen des armes. A n'importe quel moment, nous le répétons, nous sommes prêts à négocier, et nous remercierons beaucoup le Conseil de sécurité s'il nous aide dans ce domaine.

De quelle aide avons-nous besoin ? Nous avons besoin d'une aide morale. Nous demandons aux membres du Conseil de sécurité, à toutes les Nations Unies, de ne pas nous être hostiles, de permettre que nous circulations dans leur pays ; nous ne pouvons pas comprendre que, par exemple, un pays comme la France - pays de la liberté, de la fraternité, de l'égalité, que nous admirons beaucoup - ne nous permette pas de pénétrer sur son territoire. Nous faisons, chez nous, ce que De Gaulle a fait pour la France quand ce pays était occupé par les nazis.

Nous avons besoins d'aide matérielle par les organismes spécialisés de l'ONU et nous avons déjà commencé à en recevoir : l'UNESCO nous aide et nous avons une perspective d'aide de la part de l'UNICEF. Nous aimerions que le Conseil de sécurité renforce ces perspectives et les concrétise le plus possible, car nous avons une grand oeuvre de reconstruction nationale à développer.

Avant de conclure, permettez-moi de remercier le Conseil de sécurité et chacun de ses membres pour tout ce qu'ils ont fait jusqu'à présent en faveur de notre lutte. Nous remercions particulièrement les membres de ce Conseil qui aident matériellement notre lutte de libération, qui aident pratiquement notre peuple à se libérer. Et je ne réfère tout particulièrement à l'Union Soviétique, à la Chine et à la Yougoslavie, ici présentes. Evidemment, je n'oublierai pas de remercier aussi nos frères africains qui nous aident.

Nous souhaitons qu'à travers l'Argentine et le Panama, toute l'Amérique Latine continue à développer l'esprit de Bolívar et des autres grands héros patriotes nationalistes de l'Amérique Latine et nous vienne en aide. Nous souhaitons qu'à travers le Japon - qui donne un exemple extraordinaire de la possibilité qu'ont les peuples de couleur de se développer et d'avancer - l'Asie puisse nous aider chaque jour davantage.

Nous tenons à soutenir tout ce qu'ont dit ici les orateurs qui nous ont précédés, notamment les illustres orateurs comme Sa Majesté Impériale Haïlé Sélassié Ier. Les propositions faites par notre frère aîné, le Président Ould Daddah, et la proposition contenue dans le message du Président Sékou Touré. Nous appuyons tous les discours des délégués africains ici présents et les propositions faites par le Président du Comité de libération d'Afrique.

Nous présentons les propositions suivantes : les membres permanents du Conseil de sécurité devraient prendre en main les problèmes de l'aide aux mouvements de libération. Ils peuvent se concerter pour exiger du Portugal de procéder à la décolonisation. Le Portugal est un pays faible et, comme dit un dicton de chez

nous : pourvu que tu aies une pirogue, ce n'est pas le regard hostile du crocodile qui pourra t'empêcher de passer.

Nous proposons qu'on impose un délai pour la liquidation définitive du colonialisme portugais et qu'une délégation du Conseil de sécurité rende visite à M. Caetano et lui propose concrètement d'entamer des négociations, au Siège de l'ONU par exemple, avec les mouvements de libération des colonies portugaises, des mouvements authentiques qui représentent vraiment les peuples de ces colonies. Dans la négative, que l'ONU s'engage à nous donner toute l'aide nécessaire pour développer notre lutte et libérer notre pays. De notre côté, nous ferons de notre mieux pour vous aider à nous aider, et nous sommes sûrs de parvenir à l'indépendance.

Addis-Abéba, la fleur nouvelle de ce bastion de l'indépendance africaine qu'est l'Ethiopie, enregistre avec cette session du Conseil encore un fait très important. Cela dépend de vous, de ce Conseil de sécurité, de faire de ce fait un événement historique ou de le reléguer aux annales du tourisme politique. Nous sommes très confiants et encouragés par cette session et nous devons vous dire ici, à la manière de la plèbe romaine à l'adresse des grands de Rome : "qui iudicatis terram deligite iusticia", Vous qui avez la capacité et le privilège de juger sur cette terre, faites tout pour que justice soit faite.

En ce moment même, où malgré les contradictions qui existent dans le monde - contradictions d'idéologie, de systèmes social et politique - il y a des contacts entre les pôles les plus opposés, et où ces contacts se développent, en ce moment même où certaines nations rêvent de conquérir le cosmos, par un travail collectif, pour y semer les espoirs de l'homme, ce n'est pas beaucoup vous demander qu'avant de partir vers la nébuleuse Andromède ou vers d'autres zones de l'Univers, vous nous aidiez concrètement et réellement à libérer notre peuple du fléau du colonialisme portugais. Car nous voulons, comme vous tous, participer à la grande aventure humaine soit sur cette terre, soit à travers l'Univers, comme les hommes dignes d'une nation libre et souveraine.

LE PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je remercie M. Cabral des vœux qu'il a formulés et de ses salutations fraternelles.